



Communiqué commun unitaire des organisations syndicales et étudiantes de Moselle
CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA, UNEF, UNL

Unitaires contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques.

**LA PRÉFÉRENCE NATIONALE N'EST PAS COMPATIBLE
AVEC LE SYNDICALISME !**



En mars dernier, l'extrême-droite gagnait une quinzaine de mairies dont celle d'Hayange et le 25 mai, le Front National arrivait, nationalement, en-tête aux élections européennes sur un fonds d'abstention massive.

Les organisations syndicales signataires de ce communiqué veulent alerter les salariés, étudiants et lycéens sur l'imposture sociale du FN.

L'insuffisance des réponses aux questions sociales vécues par les salariés, les privés d'emploi, les retraités mais aussi les jeunes ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance sociale.

Loin d'y répondre, les maires FN ne font qu'aggraver la situation des plus pauvres. Citons l'exemple d'Hayange où, parmi les premières mesures, figurent la baisse des aides au transport scolaire, l'augmentation des loyers des logements sociaux municipaux, la baisse de subventions à certaines associations et des attaques contre le service public et le droit syndical.

La désinhibition des idées et la montée de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front National, impactent le monde social et par conséquent le mouvement syndical. Par leur histoire, leurs traditions, leurs valeurs, dans leurs pratiques et leurs capacités à proposer et agir au quotidien contre les inégalités et les injustices, les organisations syndicales sont confrontées aux propos, aux programmes, aux idées et pratiques de l'extrême droite, qu'elles sont déterminées à combattre.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courant d'extrême droite, nos organisations syndicales récusent la banalisation d'un parti dont l'histoire, les idées et pratiques n'en demeurent pas moins antirépublicaines, xénophobes et sexistes. Les organisations syndicales CGT-CFDT-FSU-Solidaires-UNSA-UNEF-UNL de Moselle ont décidé d'initier un travail en commun afin d'unir leurs forces pour construire un argumentaire, utilisable par tous les militants sur l'ensemble du territoire mosellan, sur les différentes questions sociales en jeu.

Nous entamons une campagne de longue durée qui sera marquée par des initiatives larges communes dans les entreprises, administrations, services publics et localités.

Metz, le 2 octobre 2014

Idée propagée

Trop d'immigrés en France

La réalité

10,6% de la population totale en France contre 13% en Allemagne et aux USA

Idée propagée

L'IMMIGRATION
COÛTE CHER !

La réalité

Retraites, aides au logement, RMI, allocations chômage et familiales reçus par les immigrés = 47,9 milliards €*

Reversements aux budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale = 60,3 milliards €*

Solde Positif = 12,4 milliards € pour les finances publiques*

* Chiffres issus du Rapport pour le Ministère des Affaires sociales réalisé par une équipe de chercheurs de Lille sous la direction du Pr Xavier Chojnicki en 2010

Idée propagée

La fraude sociale notamment celle des immigrés est responsable du trou de la SECU

La réalité

Fraude à la Sécurité Sociale = entre 2 et 3 milliards €, soit moins de 1% des prestations versées (400 milliards €). 2/3 est due aux ENTREPRISES et 1/3 aux particuliers (de toutes nationalités). En comparaison, les différentes formes d'évasion et de fraude fiscale sont estimées entre 40/50 et 60/80 milliards € par an, à rapporter au montant du budget de l'Etat. Pour le moins, la fraude à la TVA est estimée à 11 milliards €, celle liée au TRAVAIL AU NOIR entre 15 et 19 milliards €, et celle sur l'IMPÔT également entre 15 et 19 milliards €. *

Fraude sur les prestations familiales = 700 millions €, soit 1,2% des prestations versées. *

* Chiffres issus du rapport annuel de la Cour des Comptes sur la Sécurité Sociale publié en 2014